

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Après deux mois de batailles ouvrières

UNE UNITÉ D'ACTION DIFFICILE...

Dans notre numéro de septembre, nous prévoyions un automne de défensive et d'offensive ouvrières. Ce devait être la réponse normalement attendue à la politique de classe du gouvernement et du patronat, une politique que l'on peut définir comme une agression concertée contre les travailleurs salariés et leur représentation syndicale. Il y a deux mois, nous voyions aussi prélude ce ballet syndical où les protagonistes ne dansent pas le même pas, où l'unité du thème qui devrait être la protection et le progrès des classes laborieuses, ne se retrouve pas. Cela vient surtout du fait qu'un maître de danse voudrait imposer sa manière de tourner en rond. Pour le parti communiste, c'est viscéral : il n'est d'action que celle qu'il commande et, par conséquent, d'unité d'action que sur ses mots d'ordre. Il reste viscéralement attaché aux méthodes du stalinisme : « l'unité à la base », c'est-à-dire le débauchage à son profit, a toujours été sa réponse à la formation d'un front commun ouvrier réel. « *Le parti communiste est un obstacle au développement de l'action syndicale* » a dit Edmond Maire que l'expérience instruit.

Le P.C. l'accuse aussitôt d'anticommunisme « viscéral ». Pour les militants d'expérience, il y a de quoi rire. Edmond Maire est désigné comme agresseur alors que, dans les jours qui précèdent, la presse communiste ne lui a pas ménagé les critiques injurieuses. Il faut qu'il s'y fasse, si ce n'est déjà fait : en ce moment, le parti communiste « met le paquet » contre ceux qui occupent le terrain ouvrier, sauf si c'est derrière lui. Le Parti d'abord. Ici, nous disons : l'intérêt matériel et moral de la classe ouvrière d'abord. C'est en vain que le P.C. essaiera de nous convaincre que les deux objectifs coïncident. Le membre du parti sincère, et par conséquent aveuglé, le croit. Mais les faits ont déjà montré, ils montreront encore que la devise syndicale « bien-être et liberté » ne va pas avec la pratique jusqu'ici constatée du parti communiste.

Cela dit, il faut bien se battre dans l'unité d'ac-

tion en surmontant cet obstacle découvert par Edmond Maire. Il n'est pas écrit que le parti communiste doive toujours l'empêcher. Il est même prouvé que le courant unitaire est souvent plus fort que lui. Il est intéressant de voir celui qui veut « plumer la volaille » perdre ses propres plumes à ce jeu.

★

Certes le parti communiste n'a pas le pouvoir de susciter artificiellement des grèves, bien qu'il s'y essaie parfois sans succès. Les raisons objectives de la révolte ouvrière sont là, dans la politique anti-sociale du gouvernement qui sert très bien l'intérêt du patronat (il ne connaît pas d'autre moyen pour servir ce qu'il appelle l'intérêt général). Pendant ces deux mois, les arrêts de travail, les grèves, les occupations d'usines, se sont multipliés pour deux revendications principales : la défense d'un pouvoir d'achat que M. Barre réussit chaque jour à diminuer davantage ; la réduction du temps de travail, seule solution au problème de l'emploi dans une vue prospective de la nouvelle révolution industrielle. Il est remarquable que ce sont les grosses boîtes qui, cette fois, ont commencé la résistance et le combat. Alsthom-Belfort en est l'exemple. Cette action présente des caractéristiques sociales qui doivent être mises en évidence : la lutte est menée par une « intersyndicale » qui réunit tous les syndicats ; elle se heurte au refus obstiné d'une direction patronale qui comprend l'enjeu de la lutte ; la grève et l'occupation durent en dépit de toutes les pressions ; elles réagissent sur l'ensemble économique dépendant de l'activité de Alsthom ; elles entraînent la solidarité d'une population et de ses représentants politiques. Surtout, la consultation vraiment démocratique et contrôlée des travailleurs, espoir suprême des patrons, a tranché sans discussion superflue : plus de 60 % du personnel a voté la poursuite du mouvement. Ce fut du moins le résultat du vote

organisé par le nouveau Ministre du Travail et le « médiateur » nommé par lui. Cependant, une semaine plus tard, la lassitude venant après deux mois de lutte, la majorité des grévistes votèrent la reprise du travail.

Les patrons d'Alstom, C.G.E. en tête, avaient fait quelques concessions. Leur résistance hargneuse montrait assez qu'ils entendaient bien défendre les intérêts du patronat tout entier. Celui-ci a dû faire front dans plusieurs de ses grosses unités décentralisées : Ducellier, Rhône-Poulenc, Dassault et autres seigneurs de moindre importance.

Cette bataille n'est pas terminée ; elle a battu son plein dans cette dernière semaine de novembre considérée par tous les syndicats comme une semaine d'action. Par les syndicats européens aussi. La Confédération Européenne des Syndicats y défend la *réduction du temps de travail*. Première manifestation d'unité ouvrière européenne sur un mot d'ordre d'importance historique. L'action touche maintenant la fonction publique, les instituteurs d'abord comme il se doit ; on sait qu'ils ont pour habitude de répondre massivement aux mots d'ordre de leur syndicat. Ils protestent aujourd'hui contre la répression qui frappe certains d'entre eux, particulièrement les maîtresses d'écoles maternelles qui ont recours à l'action directe contre la surcharge de leurs classes enfantines ; à Paris, les instituteurs défendent une indemnité de logement que le pou-

voir leur dispute. Indiscutablement, et comme on pouvait s'y attendre, il y a tendance à la généralisation de l'action.

Quelle que soit la conclusion de cette action — une conclusion qui n'est jamais que provisoire — elle devrait déboucher sur des succès au moins partiels des travailleurs de toutes les catégories, des succès qui seraient par conséquent autant de défaites partielles des forces conservatrices et réactionnaires dominant actuellement le pays. Il faut pour cela que, dans le camp ouvrier, il n'y ait pas de tendance à « l'hégémonisme », à l'emprise d'un parti sur un mouvement qui peut devenir politique dans ses conséquences, mais qui ne l'est pas dans ses motivations, qui ne peut que perdre son caractère et son efficacité s'il est délibérément orienté — ou plutôt désorienté — politiquement.

Ah ! l'unité d'action n'est pas commode quand il faut, à tout moment, veiller au grain, s'opposer à cette désorientation, préférer au spectacle l'action réelle. Ce n'est pas commode, surtout en présence d'un parti communiste qui fait actuellement une crise d'agitation gauchiste. Mais ce n'est pas une raison pour repousser, dans tous les cas, l'unité d'action. Il faut la pratiquer avec lucidité. Il ne faut pas avoir peur d'y perdre des plumes, surtout si, finalement, la classe ouvrière doit y gagner.

ENTRE NOUS

Etat d'urgence et d'alerte. Voilà la situation où nous sommes. Nous ne voulons pas la cacher à nos amis lecteurs. Au contraire, nous les mettons aujourd'hui en face de cette situation. C'est à eux qu'il appartient de répondre à cette question que les conditions actuelles posent brutalement : la « R.P. » peut-elle et veut-elle survivre ?

L'équipe de rédaction et d'administration se la pose en ce moment, non sans une grande inquiétude. Mais ce n'est pas à elle d'en décider. Elle vous consulte aujourd'hui, amis abonnés et lecteurs, avec insistance et gravité. De vos réponses diverses dépendra la décision. Elle serait pénible, mais nécessaire si nous n'étions plus assurés de votre solidarité, et d'abord sous sa forme matérielle et immédiate.

Ce numéro ne compte que douze pages. Est-ce donc une revue ou un bulletin ? Nous avons voulu ainsi frapper votre attention et vous faire réagir dans un sens ou dans l'autre. Il faut que vous sachiez qu'une page de cette revue qui coûtait, il y a encore quelques mois, deux cent dix-sept francs, nous est maintenant facturée deux cent cinquante-sept francs. Et ce n'est pas fini ! Notre maître-imprimeur nous annonce une nouvelle hausse. Comme tout le monde, et plus encore en raison de l'insuffisance de notre diffusion, nous subissons les effets de la politique inflationniste du pouvoir en place.

Ce n'est pas tout : c'est le moment qu'il choisit pour nous attaquer, nous toucher indirectement et efficacement à la caisse, en nous disputant, par l'intermédiaire d'une Commission des Publications de Presse, le droit que nous avons depuis toujours de bénéficier du tarif postal de presse. L'affaire est en cours. Nous n'avons pas besoin de vous dire que nous protestons et nous

nous débattons contre une mesure que rien ne saurait justifier, sinon le fait du prince. Nous vous tiendrons au courant de la suite de cette affaire. Vous comprenez déjà que c'est un coup qui veut nous frapper encore dans un état de moindre résistance. Nous achever peut-être ?

Ce sursaut, s'il se produit, nous n'avons pas besoin de vous dire qu'il doit tout de suite se manifester par une aide sonnante et trébuchante à une caisse trop peu alimentée. Vos souscriptions de fin d'année seront une première réponse, la plus signifiante, à la question que nous vous posons avec insistance.

Avec ces pages, nous bouclons une année difficile. Nous ne la bouclons pas financièrement. Il faut payer deux numéros de retard. Aidez-nous à le faire, si toutefois vous pensez que notre effort vaut d'être poursuivi, qu'en mémoire de ses fondateurs et au service des jeunes générations militantes, le vieux drapeau de la « R.P. » doit flotter encore.

C'est une manière de sondage en profondeur que nous faisons dans notre réseau d'abonnés. Répondez-y avec la franchise qui est de règle entre nous.

Bien des projets restent en balance. Par exemple : réunion d'abonnés ; repas fraternel d'un cinquante-cinquième anniversaire. Donnez-nous aussi votre avis sur ces points-là et sur d'autres. La tribune est libre et ouverte.

Bonne année pour vous et les vôtres, chers camarades ! Puissions-nous dire bientôt, grâce à vous, bonne année pour une revue ouvrière qui fut celle de Pierre Monatte. Elle lui a survécu vingt ans. Son souvenir et son exemple devraient revivre encore dans la « R.P. » de 1980.

ET SI LA CHINE S'ÉVEILLAIT...

Il s'agira ici d'un éveil politique et moral. On s'est souvent demandé quel bienfait la révolution appelée culturelle par antiphrase, en fait une catastrophe sans précédent d'ampleur nationale, avait bien pu apporter au pays. Eh bien ! il y en a au moins un, ne serait-il que négatif. Les Chinois, qui sont les gens les plus intelligents du globe, ont maintenant pris conscience que leur sort, trop longtemps gâché par les coûteuses bévues du P.C., devait être pris entièrement entre leurs propres mains. On se rappellera que Mao Tsé-Toung, dans sa frénésie sénile de ressaisir le pouvoir absolu, avait lancé ses hordes dévastatrices à l'assaut de son propre parti et des autres institutions publiques. Cela s'appelait « la grande Révolution culturelle ». Si les cadres chassés dans cette période sont à l'heure qu'il est en grande partie réhabilités, l'atmosphère n'est plus du tout la même. L'auréole sacrée dont le Parti se faisait entourer, sa prétention à l'infaillibilité, tout cela est définitivement perdu.

La révolution dite culturelle n'a pas seule, il est vrai, causé ce revirement. La valse des grands chefs dont on avait institué le culte y a largement contribué. Tour à tour le Président Liao Chao-ts'i, puis Linn Piao, que Mao appelait son « plus intime compagnon de combat », et enfin la trop fameuse « Bande des Quatre » ont été précipités dans le néant après avoir été au zénith. A présent, c'est Mao lui-même que répudie l'opinion, sans qu'on l'ait encore voué à une condamnation officielle. Car de plus en plus on se rend compte que cet apprenti sorcier, ce vivisecteur social a été l'initiateur de bien des mesures qui ont abouti à de retentissants échecs, ou même à des désastres comme la révolution culturelle.

Par parenthèse, aujourd'hui, en l'absence sur la scène politique de toute personnalité de stature charismatique, s'il reste un culte c'est celui rendu à la mémoire de Tchou En-laï (aussi orthographié Chou En-lai ou Zhou En-lai), un homme en qui dominait une indéniable chaleur humaine et qui, en tant que Premier ministre, tout en collant sans défaillance à Mao, s'est toujours efforcé d'arrondir les angles et de limiter les dégâts causés par ses fracassantes initiatives, en même temps que celles de la Bande des Quatre dont il était non sans raison la bête noire. Fermons la parenthèse.

Rien d'étonnant à ce que les Chinois soient plutôt écœurés de ce spectacle de cirque offert par ses dirigeants et que la clameur en faveur de la « démocratisation » s'enfle de plus en plus. Mais comment un régime se proclamant léniniste pourrait-il accepter la démocratie sans se renier ? De fait, après quelques mois de véritable détente en 1978, on se voit obligé de revisser le couvercle, de peur de se laisser entraîner trop loin. Entre autres, les relations personnelles avec des étrangers sont de nouveau interdites. Les amis de Pékin qui m'écrivaient en 78 après une trentaine d'années de silence forcé sont derechef muets.

Restent acquis l'inévitable recours aux techniques occidentales et partant l'échange d'étudiants avec l'étranger auxquels la Chine se voit acculée en raison de sa complète stagnation intellectuelle au cours de sa révolution dite culturelle — cette dizaine d'an-

nées pendant lesquelles aucun savant ou écrivain n'a osé ouvrir la bouche ou prendre la plume de crainte d'être assailli et assommé, à moins qu'on ne l'eût envoyé se faire « rééduquer » dans un bled écarté.

Le présent mouvement de modernisation accélérée en vue de rattraper le grand retard pris par la Chine sur le plan technique et économique implique une influence occidentale redoublée. Le danger est que cela n'aille pas sans un retour des valeurs bourgeoises et capitalistes, autrement dit la négation de la société égalitaire pure et dure que Mao et les siens (y compris les quatre de la bande) se donnaient pour but. Aussi redoutaient-ils par-dessus tout ce retour, et nous ne saurions a priori leur donner tort sur ce point.

Pour revenir au plan politique, nous assistons en somme à l'entrée en scène d'un peuple qui a enfin pris conscience que le pouvoir n'avait pas à être déifié et qu'après tout il était aux mains d'individus pour le moins discutables. Ainsi, personne n'accorde la moindre valeur à l'actuel Président Hoa Kouofong, un flic parvenu au sommet par son passage à la secrète et fermé par nature aux aspirations démocratiques. Comment un pouvoir aussi médiocre, d'ailleurs profondément divisé en son sein, n'appellerait-il pas à une contestation grandissante ? Un raidissement prononcé de ce pouvoir suffira-t-il à y mettre fin ? Voire !

J. MASSIMI.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1979

RECETTES

Abonnements ordinaires	3.870,00 F
Abonnements de soutien	2.520,00 F
Souscription	1.939,70 F
Fonds de soutien	5.500,00 F

Total des recettes	13.829,70 F
En caisse au 1-9-79	5.292,63 F

19.122,33 F

DEPENSES

Editions Polyglottes (deux numéros)	11.697,02 F
Téléphone	120,50 F

Total des dépenses	11.817,52 F
En caisse au 31-10-79	7.304,81 F

19.122,33 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Meyssonier (60), 120 ; Walusinski (92), 150 ; Franc (42), 150 ; Teilhac (66), 150 ; Ruh (77), 300 ; Dambourgès (33), 150 ; Gasiès (40), 130 ; Merigot (91), 200 ; G. Christophe (94), 140 ; Grimm (57), 130.

SOUSCRIPTIONS

Liège (86), 5 ; Padros (66), 50 ; Perrier (69), 50 ; Laudrain (7), 500 ; G. Thomas (7), 200 ; Maitron (92), 20 ; Hagnauer (92), 100 ; Union des Syndicalistes, 1.000.

LA FIN DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE

La collection de la R.P. de 1937 et 1938 porte une chronologie — unique en cette matière — de toute la vie du mouvement ouvrier pendant la période qui suivit les journées de juin 1936 et qui aboutit à la dissociation officielle du Rassemblement populaire, lors de la constitution du gouvernement Daladier le 10 avril 1938, où Georges Bonnet prit le portefeuille des Affaires Etrangères, Paul Reynaud s'installant aux Finances le 1^{er} novembre 1938 (ce Paul Reynaud que Louzon jugeait le plus intelligent des politiciens bourgeois).

Je suis encore surpris que des historiens n'aient guère utilisé cette revue de l'actualité ouvrière composée dans presque tous les cas par des militants engagés dans l'action. Ce qui est significatif, c'est que la bataille contre la colonisation des syndicats n'exclut pas — bien au contraire — les informations sur les batailles directement menées contre le patronat et l'Etat, dans l'Eclairage, les Métaux parisiens, l'Alimentation, l'Habillement, la Fonction publique, le Livre, les T.C.R.P., les P.T.T., les Cheminots, etc. La chute du gouvernement Blum — responsable des accords de Matignon — issu du Rassemblement populaire où figurait la C.G.T., marquait pour nous la fin d'une expérience — qui avait d'ailleurs provoqué de vives critiques et d'épuisantes controverses chez nous — et nous retrouvait unanimes pour réclamer le retour à l'indépendance de la C.G.T. Mais celle-ci était en fait détruite de l'intérieur. La corruption des Fédérations ouvrières considérablement grossies par la promotion Blum atteignit en cette période une nocivité jusque là inconnue. Et ce qui était particulièrement difficile pour nos militants, c'était de distinguer entre la spontanéité des revendications ouvrières et son utilisation par la stratégie stalinienne. Il suffit aujourd'hui d'établir le parallèle entre les tournants de la politique de Moscou et les conduites successives du bureau confédéral de la C.G.T. Ce fut particulièrement démonstratif dans la Métallurgie, lorsque se posa la question des dérogations à la loi de 40 heures.

Nous voulons ici écrire l'histoire de la R.P. et nous ne pouvons décrire le « contexte » historique que partiellement et insuffisamment. En affirmant que l'action syndicale fut corrompue par la colonisation stalinienne, nous ne sommes pas animés exclusivement par notre parti-pris — légitime — contre le régime et le système qui ont soumis les intérêts ouvriers aux impératifs d'une politique étrangère. C'était là une situation que l'on avait connue pendant la guerre de 1914-1918, alors que la direction de la C.G.T. ne voulait, ni ne pouvait enfreindre les règles de l'Union Sacrée. Mais alors, au sein des organisations syndicales, des travailleurs pouvaient entendre aussi bien les protestations de la minorité syndicaliste et internationaliste que l'écho de la révolte silencieuse ou brutale des hommes condamnés à la malédiction des tranchées. Dès la démobilisation, protestations et révoltes se firent entendre publiquement. Et si la peur de la dictature bolcheviste n'avait pas provoqué la défection

de militants comme Merrheim, Bourderon, Dumoulin, pionniers de la lutte contre la guerre et l'Union Sacrée, il est fort probable que la minorité l'aurait emporté dans les assises de la C.G.T.

Dans la période que nous évoquons le mal était beaucoup plus profond et virulent.

Les syndiqués de 1936 — la promotion Blum — avaient envahi les syndicats, comme une masse de démobilisés et de jeunes les avaient envahis en 1919. Mais en 1919, il y avait dans les bureaux des syndicats, des Unions et des Fédérations, des militants, majoritaires ou minoritaires, suffisamment expérimentés et avertis. Chez eux souvent, comme l'avait proclamé Monatte en 1919 « l'administrateur avait tué l'apôtre ». En période de crise révolutionnaire, des apôtres sont plus efficaces que des administrateurs. Mais après les bouleversements (comme celui de juin 1936) il est bon que l'apôtre se laisse rejoindre par l'administrateur.

La colonisation stalinienne des syndicats après juin 1936 aboutit à placer aux postes décisifs des hommes formés dans le parti qui n'avaient ni la vocation de l'apôtre, ni l'expérience de l'administrateur. Les débats au sommet entre les responsables des Fédérations et du Bureau confédéral furent de plus en plus consacrés aux problèmes de politique extérieure. C'était peut-être normal, peut-être fatal. Et cela revient à confirmer notre thèse : que 1936 marque plus une fin qu'un commencement. Et que la guerre civile espagnole nous engageait dans une période nouvelle : celle de l'avant-guerre, alors que s'achevait, avec les grandes journées de juin 1936, la crise d'après-guerre.

Si l'on veut diviser l'Histoire en périodes chronologiques distinctes, il faudrait séparer par un grand trait vertical, la période 1918-1936 de la période 1936-1939.

Si je me risque à interpréter ainsi l'évolution dont la R.P. nous porte la projection la plus authentique, c'est parce que les discussions actuelles autour des résultats de juin 1936 n'ont souvent pas d'autre objectif que de démontrer la nocivité catastrophique des accords Matignon. On oublie de faire intervenir, dans ces observations rétrospectives, trois éléments peut-être fondamentaux.

D'abord sans doute la faiblesse congénitale d'un gouvernement qui, porté par la vague antifasciste, pouvait difficilement se stabiliser, car il devait satisfaire deux tendances diamétralement opposées. Celle de la classe ouvrière et d'une fraction progressiste des classes moyennes, facilement acquises à l'idée de réformes de structures. Celle de la fraction la plus conservatrice des classes moyennes : les petits paysans propriétaires, les petits commerçants, les patrons des petites entreprises incapables de supporter la charge des réformes sociales et naturellement hostiles à toute transformation des structures économiques.

Ensuite l'esprit profondément réactionnaire des

maîtres de la grande industrie, habitués à la protection de l'Etat leur garantissant des profits stables, qui n'ont jamais voulu envisager les transformations techniques qu'imposaient l'application de la loi de 40 heures et l'institution des congés payés.

Enfin — le plus déterminant pour nous — l'insuffisance et l'incapacité des responsables syndicaux qui ne savaient que transmettre des consignes et ne pouvaient concevoir de solutions originales aux problèmes posés. Il est évident que la loi de quarante heures — dont le principe n'était pas discutable — commandait d'en prévoir les conséquences économiques et de prévenir les dangers d'une application immédiatement généralisée.

Dans une période normale, la « dialectique » — pas sa caricature verbale et idéologique — intervient non pour régler mécaniquement les problèmes, mais pour les poser en termes « mobiles », se modifiant constamment, aussi bien dans l'évaluation des forces dominantes que dans celle des forces antagonistes.

La chute du gouvernement Blum, en temps normal, aurait mis fin à l'équivoque, et on revenait aux clartés de la nécessaire lutte des classes. La purge des entreprises aurait assaini l'appareil productif dont un patronat responsable aurait perfectionné les techniques. Le syndicalisme aurait adapté ses méthodes et sa stratégie aux nouvelles conditions économiques et sociales.

Tout cela ne se serait pas accompli sans souffrances, conflits, alternatives de succès relatifs et d'échecs provisoires. Mais un observateur consciencieux n'aurait pu se méprendre sur la motivation des actions et des réactions.

Tout fut faussé par les contraintes de la préparation à la guerre et par les manœuvres d'un appareil stalinien d'autant plus dangereuses que les exécutants en ignoraient la véritable motivation.

(à suivre)

R. HAGNAUER.

NE PAS TOUCHER A LA F.E.N.

De quelque côté qu'on la regarde, la Fédération de l'Education Nationale est une figure originale dans le syndicalisme français. D'abord, elle est majoritaire; nous voulons dire par là qu'elle groupe la majorité des travailleurs de l'enseignement. On sait que ce n'est pas le cas pour les autres fédérations d'industrie si l'on ne prend en compte que les adhérents. Ensuite, les tendances y sont reconnues et s'expriment comme telles. A notre avis, elles sont trop institutionnalisées et figées; mais c'est le prix de l'unité. Il ne faut pas perdre de vue que la F.E.N. s'est constituée sur cette base pour éviter la scission corporative quand la division se consommait au lendemain de la guerre sur le plan confédéral. La scission syndicale était peut-être un des reflets de la rupture des alliances militaires.

La F.E.N. a donc sauvé son unité, mais la bagarre politico-syndicale est menée à l'intérieur, sans rémission, surtout de la part de la tendance dite « Unité et action », dirigée en fait, sinon d'une façon déclarée, par le parti communiste. Quoique minoritaire dans l'ensemble de la Fédération, elle y est fortement organisée; elle a même la direction de plusieurs syndicats, celui des professeurs de l'enseignement secondaire par exemple. La bagarre ne cesse pas entre ce syndicat et celui des instituteurs dont les gros effectifs déterminent l'orientation générale de la F.E.N. et la désignation de son secrétaire général.

L'autonomie de la F.E.N. par rapport aux différentes centrales syndicales ne la préserve pas, au contraire, de l'appétit hégémonique du parti communiste. Au départ, il s'accommodait de la double appartenance, c'est-à-dire qu'un membre de la F.E.N. avait le droit d'adhérer individuellement à la C.G.T. Puis, brusquement, le P.C. a décidé que les instituteurs communistes devaient militer exclusivement à la F.E.N. Ces derniers temps, il a semblé que la direction de la C.G.T. entendait s'intéresser, d'une façon « autonome » si l'on peut dire, aux questions de l'enseignement et du personnel enseignant. Ses déclarations qui pouvaient faire craindre un tournant en ce domaine, allaient évidemment de concert

avec les attaques répétées contre la direction de la F.E.N. Le « raidissement » (si l'on peut dire) du P.C. se faisait sentir là aussi. Cependant, le leader communiste à l'intérieur du syndicat des instituteurs, faisait, en tant que membre du bureau national, une déclaration de fidélité à la F.E.N. et à sa cohésion, même si la pratique de sa tendance pouvait justifier un certain doute à ce sujet. Le vent de la scission semble donc apaisé de ce côté-là.

C'est alors que la CFDT passe aussi à l'attaque contre la F.E.N. accusée de corporatisme et de détachement des luttes ouvrières. La CFDT a un syndicat d'enseignants de l'Education Nationale, le S.G.E.N. A l'origine, il était surtout, comme sa centrale, d'idéologie social-chrétienne, il s'opposait au laïcisme de la F.E.N. Il a évolué au même pas que la CFDT. Il s'est grossi d'enseignants « gauchistes » qui y trouvaient mieux leurs aises qu'à la F.E.N. et aussi de professeurs rebutés par la direction communiste de leur syndicat. Dans l'ensemble de la profession, il n'en est pas moins nettement minoritaire.

Il ne faut pas toucher à la F.E.N. Elle a été et elle demeure un bastion du syndicalisme indépendant. On l'accuse de réformisme, mais elle ne l'est pas davantage, et peut-être moins, que ses accusateurs. Les contestataires et les opposants y ont droit à la parole et à l'écrit, même s'ils jugent encore que la démocratie n'y est pas suffisante (trouveraient-ils mieux ailleurs?). Pour nous, toute atteinte à la cohésion de la F.E.N. est à repousser. Elle a résisté jusqu'ici à la colonisation politique. Elle est de la filiation naturelle du syndicalisme français.

R.G.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

C.C.P. 734-99 Paris

Abonnements (y compris Marché Commun) :

6 mois, 50 F — 1 an, 100 F

A TRAVERS LES LIVRES

Les Russkoffs

de CAVANNA (chez Belfond)

Voici plus qu'un bon livre, un grand livre. Nous connaissions déjà Cavanna pour son précédent livre « *Les Ritals* » dans lequel il nous contait son enfance et son adolescence dans ce quartier de Nogent-sur-Marne peuplé surtout d'Italiens. Nous connaissions son style dru qui n'appartient qu'à lui ; nous avions senti sous cette écorce battre son cœur. Sa finesse et sa sensibilité nous avaient touchés déjà quand il nous présentait ses parents : une mère morvandiaute à l'accent spécifique, un père typiquement italien du nord, débordant d'une bonté naïve et zézayant un français approximatif. Mais il faut avoir lu « *Les Ritals* ». « Moi, quand je commence à raconter papa, écrit Cavanna, on en a pour un bout de temps ».

Dans « *Les Russkoffs* », il nous raconte sa guerre, telle qu'il l'a vécue, en « pauvre con » parmi tant d'autres. C'est la vraie histoire de la guerre, de l'exode incroyable de juin 1940 à l'exode, en sens inverse, de Poméranie presque cinq ans après. Dans l'intervalle, l'auteur a trouvé moyen de se faire ramasser par les Allemands pour le S.T.O., le Service du Travail Obligatoire. Nous le retrouvons dans une usine de la banlieue berlinoise servant une énorme presse fabriquant des têtes d'obus. C'est là que Cavanna abordera les Russkoffs. Ce sera sous leur forme la plus séduisante : des centaines de jeunes ukrainiennes, ramassées derrière l'avance allemande, travaillent dans cet atelier d'enfer. Elles y trouvent encore le moyen d'être coquettes, ces « babas » et « babouchkas », petites et rondes comme ces poupées russes qui s'emboîtent l'une dans l'autre. Et même parfois elles se mettent à chanter ; il suffit que l'une commence et le chœur s'élève aussitôt à plusieurs voix. Alors c'est tellement beau que même le surveillant d'atelier ne retient pas ses larmes.

Cavanna a une de ces poupées à sa gauche, une à sa droite. Celle-ci s'appelle Maria et l'amour va naître entre elle et le grand gars français. Toutes les interdictions n'y feront rien. Pas même l'obstacle des langages différents.

Ne nous y trompons pas : le livre reste très dur dans ce qu'il nous décrit, les scènes épouvantables dans Berlin écrasé par les tapis de bombes. N'empêche que la fleur bleue a grandi au milieu des gravats. L'horreur, la sauvagerie, la méchanceté ambiantes se trouvent adoucies par ce roman d'amour. Pourquoi faut-il que, au milieu de la débâcle de cette fin de guerre, dans ce flot insensé qui fuit vers l'ouest ces autres Russkoffs déchainés, François égare sa Maria ? Il la recherchera en vain dans les villages désertés ou dans les camps de rassemblement des Russkoffs. Où qu'elle puisse être maintenant, il faudrait que Maria pût entendre le chant désespéré de son François.

Parmi l'entrelac de toutes les langues qu'on entend parler dans ces populations transplantées, domine la langue de Cavanna. Il ne la met pas dans sa poche. Il appelle un chat un chat et un con un con. Ce n'est pas sa faute s'il le dit souvent. Mais ce langage cru ne dissimule pas une connaissance

très fine et très nuancée de la langue française. A certains moments, éclatent dans son style la poésie, le lyrisme. Il faut dire que — comme l'on dit à Nogent — « il est doué pour les langues ». Peut-être doit-il ça à son enfance où il entendait conjointement le patois morvandiau et le dialetto italien ? En tout cas, il n'est pas long à se débrouiller en allemand et, bientôt, il parle le russe. Il est vrai qu'il trouve, dans la petite Maria, le meilleur des maîtres.

Ce grand François n'arrive pas à cacher qu'il est un tendre. Mais il a appris à boxer dans son club nogentais et les salauds de tous les pays auraient tort de s'y frotter.

R.G.

Un arbre voyageur

de Claire ETCHERELLI (chez Gallimard)

Nous avons fait la connaissance de Claire Etchereilli avec son premier livre, paru en 1967 : *Elise ou la vraie vie*. Nous l'avions couronnée ici avant qu'un jury littéraire ne le fasse à son tour en lui décernant le Prix Fémina. La vraie vie était celle d'une ouvrière et son compagnon était un Algérien. Nous avons eu ensuite « *A propos de Clémence* ». Clémence était d'abord un personnage de théâtre pour se fondre ensuite dans la peau de son auteur, une petite employée dont la vraie vie se déroule au côté d'un compagnon difficile, Villaderda, immigré espagnol étrange et complexé.

Avec « *Un arbre voyageur* », nous sommes dans un milieu de femmes prolétaires : vendeuses, standardistes, employées de bureau. Elles sont pauvres, mais libres, et leurs compagnons sont nombreux et divers. Pour la plupart ce sont des militants plus ou moins « gauchistes » et le principal du roman se déroule sur le fond des « événements » de 1968 à Paris. L'héroïne est Milie, la petite Milie au foulard jaune, célibataire avec trois gosses. Elle les soigne bien, tout en tirant le diable par la queue. Il arrive même que la marmite soit vide et que l'ardoise soit trop longue chez l'épicière : on est parfois réduit à aller « solder » au libre-service, « solder » étant un euphémisme pour faucher.

C'est donc la vraie vie de Milie que nous suivons dans ce livre avec une sympathie croissante. « *L'arbre voyageur* », est-ce Milie ? C'est Fanch qui, une fois, l'a appelée ainsi. Mais qui est Fanch ? Un pauvre type, demi-poète, demi-clochard, ivrogne complet. Il vit aux crochets de Milie. Il ne la quitte pas, hors ses longues stations chez le bistrot. Elle ne songe pas un instant à le mettre à la porte. Elle est sa protectrice, son arbre.

Pourquoi « voyageur » ? Peut-être parce qu'elle change plusieurs fois de domicile. Du quartier de la Villette et du canal de l'Ourcq où nous la connaissons d'abord, elle ira ailleurs, en laissant parfois le loyer impayé. Elle s'exilera « à la campagne », non loin de l'Isle-Adam. Elle y connaîtra Walter, le seul homme peut-être qui l'aime vraiment, qui lui offre enfin une vie tranquille, une maison à elle. Tout quoi. Mais ce n'était pas encore sa vraie vie. Pas encore. Elle s'en ira dans une guimbarde, vers une cité de Gonesse.

Et Fanch ? Il quittera l'ombre de son arbre. Pour lui, le voyage s'arrêtera à Saint-Germain-des-Prés, « au Buci », le bistrot familial où il a son ardoise.

R.G.

A travers les livres (suite)

Réponse à Lénine

par Herman GORTER (Ed. Spartacus)

Ce texte, traduit de l'allemand par A. Prudhommeaux en vue de sa réédition, a été rédigé en 1920 pour répliquer aux critiques lancées par Lénine dans « Le gauchisme, maladie infantile du communisme » ; il n'avait été publié en français pour la première fois qu'en 1930. En mai 1951 LA REVOLUTION PROLETARIENNE (n° 50) contient un article signé S. Tas qui critique les thèses de Gorter mais en août-septembre 1952, Anton Pannekoek, dans le n° 64, en prend vigoureusement la défense. Comme on le voit, le débat était resté ouvert ; il l'est encore et demeure toujours aussi important : il met en effet en question et le parlementarisme et le syndicalisme. Ce dernier point ne peut pas, évidemment, laisser nos lecteurs indifférents. Il leur faudra toutefois bien se replacer à l'époque de cet écrit parce que celui-ci met surtout en cause le vieux syndicalisme allemand dont la plupart des grands bonzes pouvaient, en 1920, être placés à droite de la social-démocratie des Ebert, Scheidemann, Noske, qui furent pourtant, on le sait, les organisateurs responsables d'une répression contre-révolutionnaire sanglante marquée par le meurtre de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

C'est avec ces gens-là que les bolchéviks d'alors recommandaient de jouer le jeu des combines électorales et parlementaires, c'est dans ces syndicats-là qu'il fallait entrer en masse et obéir avec discipline aux mots d'ordre démobilisateurs, et finalement c'est à ceux qui refusaient ses consignes-là que Lénine s'en prenait, oubliant ses propres vitupérations antérieures. Dans sa riposte Gorter ne manque pas de souligner cette volte-face et d'accuser Lénine d'opportunisme, mais il préfère défendre ses propres positions en critiquant le parlementarisme et le syndicalisme. Et comme il traite ces sujets d'une manière approfondie, beaucoup de ses critiques, déjà fondées par l'expérience et le raisonnement, se trouvent aujourd'hui partout confirmées. Il faut même, malheureusement, en ajouter bien d'autres et de plus radicales depuis la création, soit de syndicats obligatoires, constitutionnellement soumis à un Etat-patron, comme un URSS et dans ses colonies, soit de syndicats « verticaux » fascistes, nazis,

franquistes, etc., soit de syndicats dits libres mais pratiquement obligatoires par le monopole de l'embauche, comme c'est souvent le cas aux Etats-Unis, et sur lesquels les trusts exercent leur contrôle par une corruption à peine dissimulée, soit encore, comme en France, d'un syndicalisme pluraliste subventionné par l'Etat de manière plus ou moins substantielle suivant le degré de « représentativité » des organisations.

Tant que la lutte des classes n'est faite que d'escarmouches, même importantes et violentes, les organisations syndicales, telles qu'elles existent presque partout actuellement, peuvent bien offrir aux salariés des « permanents » professionnels plus ou moins capables de mener à bien des négociations avec les employeurs, au besoin en « appelant leurs troupes à passer à l'action » ; mais dès que les événements prennent un cours dangereux, on voit toujours ces organisations passer dans les camps gouvernementaux, et ce fut même le cas de la C.N.T. pendant la guerre d'Espagne. Elles parviennent alors à enrayer les mouvements massifs de révolte et surajoutent parfois leurs propres moyens de répression (exclusions, entraves à l'embauche, dénonciations, calomnies, voies de fait, etc.) à ceux de l'Etat.

Néanmoins, en considérant les réquisitoires de Gorter et de Pannekoek, il apparaît bien que ce qu'ils condamnent, ce sont essentiellement les formes d'organisation du syndicalisme et nullement, l'existence d'organisations de salariés sur les lieux de travail, pas plus que les liens créés entre elles afin de mener des luttes aussi bien offensives que défensives. C'est d'ailleurs ce type d'organisation — les Conseils Ouvriers — qu'ils préconisent, d'où leur étiquette de « conseillistes » (...en russe, Conseil se dit Soviet...). Malheureusement, force est de constater que depuis plus d'un demi-siècle de tels Conseils — qui se créent spontanément dans les situations critiques — ont toujours eu une vie éphémère : dès que cessent les affrontements et que des négociations s'engagent, les travailleurs, massivement, préfèrent s'en remettre aux instances syndicales.

Faut-il en conclure que les Syndicats sont bons pour les temps calmes et les Conseils dans les tempêtes ? Mais les vices d'un type d'organisation n'excusent pas les carences de l'autre... et réciproquement. Donc, d'autres projets seraient à étudier.

S. RUBAK.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES vous recommandent de lire :

LA CHINE, de Robert Louzon (Ed. Syndicalistes)	15 F	LES CARNETS DE GUERRE 1914-1918, de Louis Barthas, tonnelier (Maspéro)	52 F
LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE, de Raymond Guilloché (Ed. Syndicalistes)	10 F	LA DEFAITE DU FRONT POPULAIRE, de Guy Bourdés (Maspéro)	42 F
LES OUVRIERS DE SAINT-NAZAIRE, de Nicolas Faucier (Ed. Syndicalistes)	38 F	REPONSE A LENINE, de Herman Gorter (Spartacus)	16 F
AVEC LES OUVRIERS DE MAZAMET (1909-1914), de Rémy Cazals (Maspéro)	56 F	LE NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN, de Root et Branch (Spartacus)	30 F
ALFRED ROSMER ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL, de Christian Gras (Maspéro)	36 F	LUTTE DE CLASSES AUTONOMES EN GRANDE-BRETAGNE, de Cajo Brendel (Spartacus)	12 F
LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL, de Marie-Christine Bardouillet (Maspéro)	28 F	CLASSES LABORIEUSES ET REVOLUTION, de Simon Rubak (Spartacus)	21 F

Ces prix s'entendent franco de port.

Ils représentent une réduction d'environ 20 % sur les prix pratiqués en librairie.
Les commandes peuvent être adressées à la librairie EDITIONS SYNDICALISTES,
21, rue Jean-Robert - 75018 PARIS C.C.P. 21 764 - 88 D PARIS

LETTRE D'AMÉRIQUE

Le vrai débat politique qui commence à s'instaurer aux Etats-Unis dans le sillage des questions posées par l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island près de Harrisburg en Pennsylvanie, concerne la manière dont sera résolue la crise de l'énergie et les principes en fonction desquels cette manière sera déterminée et choisie.

Le Président Carter, en proposant la liberté des prix du gaz naturel et des produits pétroliers, prend très clairement parti en faveur de la manière dite « libérale », c'est-à-dire, théoriquement celle des entreprises privées, entrant en compétition dans le cadre d'un marché libre pour répondre aux besoins des consommateurs, tout en maximisant leurs profits. Le slogan des compagnies pétrolières américaines étant : le pétrole c'est notre affaire, nous sommes plus compétents que quiconque, et notamment que le gouvernement fédéral pour augmenter la production, développer la recherche et l'exploitation de sources nouvelles d'énergie et de carburant. C'est là, en bref, l'hypothèse libérale qui, tout au moins en matière pétrolière, a donné jusqu' alors des résultats assez satisfaisants pour le consommateur américain qui, rappelons-le, paie son essence à peu près trois fois moins cher que son homologue français. Mais si, en période d'abondance, l'entreprise privée a pu répondre aux besoins des consommateurs cela ne signifie pas nécessairement qu'en période de disette elle pourrait et voudrait, dans le cadre d'un marché libre, faire face à la demande. Sans doute l'entreprise privée se fait-elle toujours forte d'être capable de satisfaire la demande soluble de n'importe quel produit rare, capable de payer les prix, bientôt exorbitants exigés par l'élévation des coûts de production d'un pétrole devenu de plus en plus rare et difficile à découvrir et extraire, et l'augmentation de leur marge bénéficiaire qui, en bonne logique capitaliste, devrait croître en proportion de l'importance des capitaux investis. Le Conseil National du Pétrole Américain, organisme consultatif, composé en majorité des directeurs des compagnies pétrolières, qui informe et conseille le Secrétaire d'Etat à l'Energie en matière de politique pétrolière, a calculé ce qu'il en coûterait d'augmenter la production de pétrole brut de 18 % entre 1970 et 1985. Sans tenir compte de l'inflation, mais en y incluant un taux fixe de profit de l'ordre de 20 % le prix du baril de pétrole passerait de 3 dollars 18 cents en 1970 à 3 dollars 70 cents en 1975, à 5 dollars 16 cents en 1980 et à 7 dollars 21 cents en 1985. Ce prix continuerait à augmenter selon une progression accélérée pour atteindre 14 dollars en 1995 et 70 dollars en 2020, toujours abstraction faite de l'inflation c'est-à-dire en dollars constants. Ces chiffres montrent clairement que, contrairement à ce qui se produit pour certains objets manufacturés — tels les calculateurs de poche par exemple — le prix d'une matière première non renouvelable en voie d'épuisement comme le pétrole augmente de façon rapide si l'on veut accroître ou même maintenir le niveau de production. Cette augmentation se répercuterait rapidement sur tous les prix et l'inflation, loin d'être contrôlée, deviendrait de plus en plus galopante.

Ces chiffres, que nous empruntons à l'article de

l'écologiste Barry Commoner, paru dans le *New Yorker* au printemps dernier, supposent que les compagnies pétrolières réinvestiraient dûment leurs profits dans la recherche et l'exploration de nouvelles sources de carburant. En réalité, et Jimmy Carter lui-même y faisait allusion dans un de ses discours sur l'énergie, investir dans cette industrie devient de moins en moins attrayant pour les spéculateurs. Il leur faut immobiliser des capitaux de plus en plus considérables et le caractère vital de l'industrie pétrolière lui fait toujours courir le risque d'être soumise à un étroit contrôle par l'état, voire d'être nationalisée comme un récent congrès des syndicats AFL-CIO en envisageait la possibilité. Dans ces conditions les grandes entreprises pétrolières cherchent d'ores et déjà à diversifier leurs investissements. On sait, par exemple, que les profits considérables réalisés depuis 1974 ont permis à MOBIL OIL d'acheter les grands magasins Montgomery Ward ainsi que la Compagnie Américaine des Containers. ATLANTIC RICHFIELD a acquis les mines de cuivre de l'Anacosta et l'OBSERVER de Londres. EXXON a investi dans l'électronique et GULF OIL envisagera de s'assurer le contrôle du cirque BARNUM.

Tout cela met à nu la logique interne du capitalisme que les énormes moyens publicitaires utilisés par les multinationales s'efforcent de masquer. Les grandes compagnies, sous leur forme actuelle, ne sont pas conçues pour rendre service au public mais bien pour tirer le profit maximum des capitaux dont elles disposent. Les décisions majeures prises par leurs conseils d'administration et leurs directions obéissent à des considérations de rentabilité et non pas d'utilité publique. En temps de crise, en période de pénurie, les secteurs clés de la production, tels l'industrie pétrolière, les houillères, les centrales électriques et les transports sont soustraits aux impératifs de la rentabilité et tombent sous le contrôle de l'Etat. Ce sont alors les contribuables qui permettent de les maintenir en fonctionnement quel que soit le déficit d'exploitation encouru. Nous n'en sommes pas encore tout à fait là aux Etats-Unis, bien qu'on se dirige incontestablement dans cette direction.

En ce moment il est très instructif d'étudier les campagnes publicitaires lancées par les grandes sociétés capitalistes multinationales pour tenter de prolonger leur règne en retardant autant que possible le moment où elles tomberont sous le contrôle de la collectivité ou celui où elles devront laisser la place à d'autres formes d'organisation de la production et de la distribution des biens et des services. C'est ainsi que la compagnie MOBIL OIL a fait paraître, au printemps dernier, un grand placard publicitaire illustré dans nombre de journaux populaires sous le titre OBSERVATIONS. En haut et à gauche du texte, en vignette, un personnage inquiétant à longues moustaches, vêtu de noir : le traître classique du mélodrame. Au centre une caricature montrant un couple de petits bourgeois entre deux âges en train de regarder un feuilleton télévisé où l'on voit l'ingénue sur le point d'être saisie par deux mains maléfiques. La femme s'écrie, avant même d'avoir pu voir le visage de l'agresseur : « C'est le businessman ! C'est toujours le businessman ! ». En

rez-de-chaussée de la colonne une agglomération type surmontée d'une couronne d'antennes de télévision. Le message se présente sous forme de compte-rendu d'un livre de Ben Stein, intitulé *Le Point de vue de Sunset Boulevard : l'Amérique telle qu'elle vous est présentée par les gens qui font la télévision*. En bref, ce dont Ben Stein et MOBIL OIL se plaignent c'est que la télévision présente le Businessman et surtout le gros Businessman comme un être mauvais, néfaste, tout comme le policier. De plus la télévision dépeint toujours, assurent-ils, le Businessman comme un individu solennel et stupide, s'il n'est pas en réalité un criminel ou un escroc. Le paradoxe de cette publicité c'est qu'elle blâme la télévision, et les quelques centaines de personnes qui rédigent et choisissent les messages qu'elle diffuse, de créer cet état d'esprit à l'égard du Businessman. Or, en réalité, la télévision américaine est essentiellement commerciale et ce sont précisément les grandes compagnies comme MOBIL OIL qui la contrôlent indirectement par le moyen des gros budgets de publicité qu'ils y consacrent et qu'il dépensent de façon très sélective.

Jusqu'alors les grandes affaires se désintéressaient plus ou moins du contenu des programmes de télévision et même sans doute des programmes des partis politiques. Ils étaient en effet convaincus de détenir les vrais leviers de commande de la société et ils se souciaient peu de l'approbation ou de la critique des journalistes ou des politiciens. Le bien fondé et la logique des décisions qu'ils prennent affectant l'avenir de la société étant de plus en plus mis en question les grands monopoles semblent vouloir s'engager plus directement dans le débat idéologique. Ils ne se contentent plus d'agiter le spectre du communisme, ils commencent à attaquer explicitement tout projet socialiste. Voici, par exemple, quelques-uns des points sur lesquels selon les tenants du libéralisme économique, le socialisme a enregistré ses échecs majeurs :

- L'internationalisme prolétarien n'a aucune réalité, de même que la croyance dans la possibilité d'une politique étrangère basée sur la solidarité des prolétaires de tous les pays n'a plus guère d'adhérents.
 - La classe ouvrière « prolétarisée » et misérable, telle que la décrivaient les socialistes du XIX^e siècle n'existe plus. Aux Etats-Unis 97,8 % de tous les foyers ont des revenus supérieurs à 4.000 dollars par an, ce qui, d'après les « libéraux » les place au-dessus du seuil de la pauvreté. A les en croire faute de pouvoir s'appuyer sur un prolétariat industriel qui n'existe plus, les socialistes auraient dû recruter leurs troupes au sein du prolétariat de luxe des universités et des milieux intellectuels.
 - La Nationalisation des secteurs clés de l'économie n'apporte aucun des progrès qu'on en attend mais bien au contraire engendre des maux nouveaux.
 - † Le strict égalitarisme des salaires et traitements n'est plus prôné par les socialistes.
 - Le contrôle ouvrier des industries ou des ateliers, de même que l'autogestion n'améliore ni la production, ni la productivité des entreprises, elle n'augmente pas le bien être des ouvriers et ne relève nullement leur moral.
- Pour sommaire et polémique qu'elle soit, cette

critique du socialisme n'en met pas moins le doigt sur quelques-uns des points faibles les plus évidents des pratiques socialistes actuelles. Mais son véritable intérêt, à nos yeux, c'est qu'elle constitue une reconnaissance implicite du socialisme comme seule alternative, comme seul adversaire valable des principes et des modalités selon lesquelles les décisions socio-économiques essentielles sont prises en régime capitaliste. Reste à montrer que le socialisme ne se résume pas aux grands traits qu'en retient la critique « libérale » mais qu'il reste dynamique, créateur, capable d'inventer des solutions collectivistes, décentralisées, libertaires, là où il n'y a aujourd'hui que des problèmes en apparence insolubles.

Pierre AUBERY.

LA R.P. ET LE CENTENAIRE DE TROTSKY

J'ai mis la main, l'autre jour, sur un ouvrage de Léon Trotsky, intitulé *Les Cinq Premières Années de l'Internationale Communiste*. Je ne suis pas sûr que tous les textes recueillis dans ces deux volumes, publiés à New York par *Pioneer Publishers* en 1945 aient également paru en français, bien que plusieurs chapitres de ce recueil, consacrés au *Mouvement Communiste en France*, aient été édités sous ce titre à Paris en 1923. En tout état de cause il y a matière, dans ces textes, pour compléter utilement ce qu'on pouvait lire dans le n° 653 de la R.P. sous la signature Regor à propos de Rosmer.

L'intérêt de ce livre c'est qu'il nous montre que quelques-unes des questions essentielles qui divisent les mouvements de gauche se posaient déjà à cette époque et qu'on leur donnait des réponses qui nous paraissent souvent plus claires et plus décisives qu'aujourd'hui. Mais je voudrais me borner, ici, à rapporter quelques propos de Trotsky qui devraient rassurer Guilloché et quelques autres copains sur l'importance qu'il y a d'assurer la continuité de la R.P. et de maintenir vivante la tradition dont elle est l'expression. Par exemple, dans son analyse du « Socialisme français à la veille de la Révolution », datée du 20 novembre 1919, Trotsky se base essentiellement sur des informations et des documents publiés dans la *Vie Ouvrière* que Monatte et Rosmer lui ont fait parvenir. Nos deux amis étaient peut-être les seuls Français que Trotsky prenait vraiment au sérieux parce qu'il les avait vus à l'œuvre à un moment crucial de l'histoire du mouvement ouvrier en France, au début de la guerre de 14, lorsqu'il fallait beaucoup de lucidité et de courage pour ne pas se laisser emporter par la vague nationaliste de l'Union Sacrée qui menaçait l'indépendance et la raison d'être même du mouvement ouvrier. Trotsky admirait sans réserve la méritoire opposition à la guerre des syndicalistes révolutionnaires et il comprenait fort bien les raisons de leur méfiance à l'égard de la politique parlementaire et des politiciens de tous bords. Dans sa *Lettre au Camarade Monatte*, du 13 juillet 1921, Trotsky reconnaissait que les préventions envers les partis et la politique, des ouvriers français venus du mouvement anarchiste, étaient entièrement justifiées par

l'expérience du passé. Mais il soutenait que le problème actuel était d'unir syndicalistes et communistes dans un parti révolutionnaire qui agirait de façon concertée au sein des syndicats tout en assurant et en garantissant leur autonomie et leur indépendance. On sait que Rosmer, puis Monatte, ne furent pas, au moins pour un temps, alors que la réaction impérialiste dominait la vie politique en France, insensibles à cette argumentation. Dressant le bilan de la situation politique en France, le 25 mars 1923, Trotsky notait encore que « les ouvriers français ont été, plus souvent que d'autres, trompés par leurs chefs au cours de l'histoire ». C'est pourquoi les luttes de factions et les conflits de tendance revêtent une telle importance dans le mouvement ouvrier français qui s'efforce, difficilement de renouer avec ses traditions révolutionnaires. Trotsky voit un signe éclatant de ce retour vers un militantisme dynamique dans l'adhésion de Monatte au parti à la suite de l'expulsion de Frossard. A ses yeux l'adhésion de Monatte n'était pas — comme la démission de Frossard qu'il décrit comme une sorte d'Edgar Faure au petit pied — un simple incident personnel. Et là, il faut citer les termes de Trotsky lui-même : « Pendant et après la guerre, Monatte représentait, avec plus de clarté et d'intransigeance que quiconque les traditions du syndicalisme révolutionnaire dans ses beaux jours. La méfiance à l'égard de la politique et du parti demeurait un élément essentiel de ces traditions. Cette méfiance était historiquement justifiée. Pendant toutes ces années Monatte avait été un ami fidèle de la Révolution russe. Il n'avait jamais vacillé, même aux moments les plus critiques. Mais envers le parti

communiste français il maintenait une attitude d'extrême défiance, demeurant sur la touche, à l'extérieur. C'est seulement lorsque le parti prouva, par ses actes, qu'il n'hésitait pas à prendre des mesures rigoureuses pour préserver son caractère révolutionnaire et son recrutement prolétarien qu'il décida de s'y joindre. C'était là plus qu'un geste personnel. Cela signifiait que le parti avait pu vaincre la méfiance qui éloignait de lui une couche importante du mouvement ouvrier révolutionnaire français ». Et Trotsky concluait que l'adhésion de Monatte assurait désormais le caractère authentiquement prolétarien et l'avenir révolutionnaire du parti en France.

Que la suite de l'histoire ait démenti ces pronostics optimistes n'ôte rien au fait que Monatte et Rosmer apparaissaient, à un militant révolutionnaire aussi expérimenté et aussi bien informé que Trotsky, comme les hommes les plus représentatifs de la tradition ouvrière révolutionnaire française.

Ce qui était vrai de la *Vie Ouvrière* et de nos amis le demeure, à une échelle infiniment plus modeste, de la *R.P.* et de ceux qu'elle rassemble. Nous n'avons pas à laisser à d'autres, staliniens mal repentis ou brillants sujets des Grandes Ecoles, la définition de la tradition dont nous nous réclamons. La triple fidélité à la spécificité prolétarienne, au syndicalisme et à la révolution, demeure un sûr principe d'explication du présent et un guide pour l'action. Et cette triple fidélité, au-delà du souvenir de Pierre Monatte et d'Alfred Rosmer, s'enracine dans un passé plus lointain encore, dans l'expérience vécue du milieu prolétarien où les leçons de la Commune de Paris et de ses suites demeuraient très vivantes.

P.A.

L'an 2000, c'était hier

LA PSYCHIATRIE EN QUESTION (suite)

Avec la révolution de 1789, Pinel va réhabiliter le fou, en le déclarant malade.

Les premiers asiles sont construits à cette époque. Le XIX^e s'annonce le siècle du partage de la folie entre les juges, les policiers et les médecins.

La loi de juin 1838 sur les aliénés va donner un asile dans chaque département. Cette loi est toujours celle qui est appliquée de nos jours pour placer les individus (le prochain article abordera celle loi).

Les médecins découvrent l'origine de la paralysie générale qui est une lésion. En 1850, on va découvrir certaines localisations cérébrales. De ces découvertes, la psychiatrie va créer la nosographie (ou classification des maladies).

Dans l'I.N.S.R. Médicale - section psy de 1968-69, SP 615 A, la classification française des troubles mentaux, on trouve vingt chapitres de maladies diverses, subdivisés en neuf catégories, soit 180 types de maladies mentales⁶!

Chaque catégorie possède une colonne pour les malades inclassables.

Pour revenir sur les traitements utilisés au XIX^e, je conseille vivement de lire « La raison du plus fort » de Bernard Frémenville au Seuil, qui décrit avec précisions les tortures infligées aux « fous ».

Le XX^e est l'ère des nouvelles thérapeutiques, et

surtout celui de l'ouverture de la psy sur la vie extérieure.

Depuis 1914 se développe aux U.S.A. le béhaviorisme ou science du comportement. Le grand maître de cette méthode étant Pavlov. Les béhavioristes ne s'intéressent guère à la conscience, encore moins à l'inconscience. Le but de ces médecins est de forger une technologie du contrôle des comportements humains. « Il s'agit de réapprendre aux individus des conduites adaptées, de les remodeler » (Skinner).

L'imagination des psychiatres ne va pas s'arrêter à si peu. En 1920, on commence les cures de Sakel (injection d'insuline afin de provoquer le coma au malade, Quand le patient revient à lui, on le matérne).

On crée la gégène des psychiatres ou « électrochocs » qui consistent à provoquer une décharge d'électricité au cerveau. Le but de ces chocs ou sismothérapies, est de provoquer des trous de mémoire. Certains pys estiment qu'il ne faut pas endormir le patient, afin que celui-ci soit conscient de ce qui lui arrive.

Mais la grande évolution reste celle de la découverte du Largactil en 1953 par Denickel. C'est un médicament neuroleptique à action sédative puissante, qui va donner naissance à une quantité in-

croyable de comprimés et de gouttes à effet sédatif et hypnotique (barbituriques).

Depuis dans les hôpitaux psys, les malades sont sages. Ils dorment. Certains patients sont retournés chez eux avec la prise de ces médicaments.

Ils ont quitté l'asile, mais pourtant rien n'est changé dans leur vie. Le psychiatre ne prend pas en compte la vie de ses patients sur leur lieu de travail ou chez eux.

D'où vient donc ce désintéressement du psychiatre pour les problèmes sociaux ?

Cela s'explique peut-être par l'origine sociale de ceux-ci. En 1971, à Paris, il y a 98 psys dans le 16^e arrondissement. Dans le 19^e, il n'y en a qu'un. Sur 1.495 étudiants en médecine à Paris, il y a 50 fils d'ouvriers (3,4 %), 195 fils de médecins (13 %), 165 issus de familles de cadres supérieurs (11,2 %). Plus de la moitié de la population française ne fournit que 14 % d'étudiants en médecine. De plus, le coût élevé des études ne voit pas aboutir la totalité de ces 14 % à la fin des études.

Entre 1930 et 1948, Hirsch-Gordon relève plus de cinquante techniques nouvelles de soins pour les aliénés. Tout ce chambard fera dire à Kalinoswsky et Moch que « nous pouvons seulement dire que nous traitons empiriquement des troubles d'origine inconnue avec des méthodes dont l'action est enveloppée de mystère ».

La seconde guerre mondiale laissera 40.000 inter-nés morts de faim dans les asiles de notre pays.

La sectorisation en 1960 va s'ouvrir quelque peu sur le social. De l'incapacité de la psy à sortir quelque chose de concret, va naître en Angleterre l'anti-psychiatrie avec Laing, Cooper, Esterson, dans les années 60.

La famille est désormais placée dans sa réalité sociale. On quitte le duel « mère-enfant », pour aborder le triangle « société-parents-enfants ». N'oublions pas que le principal gardien de l'enfant est l'Etat. 1/5^e des enfants sont aujourd'hui élevés par l'Etat (placements divers). 1/3 de ces enfants passent leurs journées dans une structure éducative (crèches, maternelles...) et la moitié est gardée par des nourrices.

L'anti-psy va politiser la folie et en faire l'affaire de tous en démedicalisant et en abordant tout délire comme un fait social.

Hélas, en France les psychiatres en pleine crise de conscience, vont sauter sur l'anti-psy pour se refaire une morale.

En Angleterre, les communautés thérapeutiques dirigés par des anti-psys fonctionnent bien. Les expériences les plus intéressantes ayant lieu en Italie. A l'hôpital de Trieste, avec Basaglia, la critique politique de la folie s'est concrétisée à l'extérieur de l'hôpital. Plus de fermetures! Pour Basaglia et Jervis, il faut détruire l'hôpital. Il existe à Trieste une équipe de football comprenant d'anciens internés. Le stade se trouve à l'intérieur de l'hôpital. Pour compléter ce sujet, je conseillerais aux lecteurs d'aller au cinéma, afin d'y voir « Fous à délier ».

Aujourd'hui, les psys dans leur majorité mettent en cause le caractère rejetant de l'entourage et son intolérance, alors que précisément le seuil d'intolérance économique est atteint bien avant celui du refus psychologique.

La schizophrénie est aujourd'hui le maître-mot des psys. Terme originaire du grec, fendre la pensée.

Les psys voient l'origine de cette maladie dans une lésion.

Pourtant si on consulte les premiers psys, Pinel et Esquirol, on ne trouve aucun signe descriptif de cette maladie. Alors que ces deux médecins passaient leurs journées à observer et à retranscrire ce qu'ils voyaient. En 1800, il n'y a donc aucun schizophrène. Les premières descriptions de ce mal commencent avec l'avènement de l'industrialisation, de la mécanisation.

Y aurait-il un rapport entre cette maladie et les conditions de travail ?

La division du travail c'est aussi l'éclatement des personnes. Marx disait : « Face au travail subdivisé, l'individu est lui-même morcelé, en ressort automatique d'une opération exclusive ». Subdiviser un homme c'est l'exécuter moralement.

La schizophrénie est donc contemporaine du développement de la manufacture et du passage à la grande industrie. Il y a une impossibilité totale pour l'ouvrier de créer, d'innover, Celui-ci perd ses outils, ses tâches sont parcellées.

Au-delà d'un seuil intolérable de cadences, il arrive à certains travailleurs d'en souffrir psychiquement.

Voir à ce sujet l'article de N. Faucier dans la R.P. n° 653 « Les métiers qui tuent ».

On ne naît donc pas schizo, on le devient. De même que l'on n'arrive pas au monde alcoolique ou délirant.

Toutes ces maladies, ou plutôt ces « maux de vivre » ne sont-elles pas le reflet du monde matériel et économique ou l'homme vit ?

Sur la carte des internements de Paris, les taches sombres font apparaître que les zones les plus psychiatriquées sont celles des quartiers populaires. Cela ne veut pas dire que seuls les ouvriers peuvent être malades psychiquement. Cela prouve que les conditions de vie, le chômage, créent des aliénés.

Les bourgeois ont aussi leurs « schizos » dans des cliniques privées.

Ex. : 5.850 lits de psy au 31-12-1969 dans le département du Nord. 29 lits d'hospitalisation privée pour le même département. Bernard Cuau dans « La Politique de la Folie », collection Luttes - Stock, commente ces chiffres.

A travers les âges, différents prétextes auront donc servi à enfermer. A chaque époque, on emprisonne les gêneurs. Est-il bon de rappeler que les deux types de placements en France ont été condamnés par Amnesty International comme une atteinte à la liberté des individus ?

Les psychiatres font la politique de l'autruche. Aujourd'hui, quand dans un service je vois ce que la psychiatrie appelle un « catatonique » (individu ayant perdu toute initiative de mouvements) j'ai le vague sentiment que celui-ci fait une grève générale et illimitée de son corps, un refus total de sa place dans ce monde.

En fait l'hôpital psy est l'anormalité dans la norme.

Claude REGAMORF.

BIBLIOGRAPHIE. — Collection RECHERCHES du CERFI n° 17 et 18. « Institution en Négation » de Basaglia, au Seuil ; « Asiles » de Goffman, aux Editions de Minuit ; « Histoire de la folie à l'âge classique » de Foucault, Coll. TEL n° 9.

RÉMY CAZALS ET LA MÉMOIRE DU PEUPLE

Dans son livre sur les luttes ouvrières à Mazamet au début du siècle, Rémy Cazals avait largement donné la parole aux acteurs et aux spectateurs encore vivants, en reproduisant leurs témoignages enregistrés au magnétophone.

Mais, de leurs réponses, seuls avaient été utilisés les passages concernant directement le sujet traité. Restaient donc dans les tiroirs de l'auteur de nombreuses évocations de la vie quotidienne, concrètes, spontanées, savoureuses, souvent émaillées d'expressions occitanes. Il a eu l'excellente idée de les réunir en une petite plaquette éditée par la F.A.O.L. (Fédération Audoise des Œuvres Laïques) (1).

Regroupées en cinq grandes rubriques : *Familles ouvrières, Les rythmes du travail, Images de la vie quotidienne, Fêtes et coutumes, Religion et politique*, ces documents ressuscitent les dures luttes de chaque jour et les humbles joies de la communauté mazamétaine à la prétendue « belle époque ».

Longue vie de travail commençant à treize ou quatorze ans. Longue journée de travail, à laquelle s'ajoutait parfois un long trajet pour se rendre à l'usine. Menu frugal emporté dans la gamelle : la soupe, du pain, un morceau de cochon, de l'eau rougie... Et, malgré tout, quelques « embellies » : les foires, le Carnavalet la Saint-Jean, les fêtes locales en été et les veillées en hiver, les mariages et les « charivaris » — sans oublier la « fête du cochon », pourvoyeur de viande pour toute l'année.

Une dizaine de photos d'époque illustrent la plaquette. Un croquis de la région de Mazamet est utile pour localiser villages et lieux-dits. Rémy Cazals a, en outre, reproduit le plan de la maison « ouvrière » de ses grands-parents et dressé le tableau généalogique de son ascendance ouvrière depuis la fin du XVII^e siècle.

En tête de la plaquette, cette « profession de foi » de l'auteur : « Rois, généraux, seigneurs, banquiers et courtisanes occupent trop souvent la scène de l'histoire. Le peuple qui l'a faite ne doit pas être oublié et sa mémoire doit être sauvegardée ».

★★

C'est dans le même esprit que R. Cazals avait publié, l'automne dernier, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, dont la presse avait été unanime à souligner la valeur comme témoignage sur la guerre vue au niveau du soldat.

Malgré ses 35 ans en 1914 et ses deux enfants, Louis Barthas devait faire la guerre de bout en bout, comme caporal dans l'infanterie — et même un moment comme simple soldat, ayant été cassé de son grade pour des raisons politiques.

Car Barthas était, avant 1914, un militant socialiste à qui la déclaration de guerre n'avait fait renier ni son socialisme ni son pacifisme. Avec une détermination sans défaillance, jour après jour pendant quatre ans, au cantonnement ou dans la boue des tranchées, il avait accumulé des notes à partir desquelles il entendait écrire un jour « l'histoire du calvaire » de ses compagnons d'armes. Et après la guerre, à la veillée, sur dix-neuf cahiers, il les avait mises au clair.

Dans la précision minutieuse de l'horreur journalière et son absence totale de prétention littéraire — Barthas n'avait que son certificat d'études — ce récit constitue le plus terrible des réquisitoires contre la guerre. On est en droit d'ailleurs de s'étonner qu'il n'ait pu trouver d'éditeur qu'un quart de siècle après une seconde guerre encore plus meurtrière que la précédente.

★★

En 1978, R. Cazals avait également publié un témoignage fort original sur la vie quotidienne dans un petit village des Corbières, pendant la seconde guerre et l'occupation. Il s'agit des enquêtes scolaires réalisées par les enfants de Tournissan, sous la direction de leurs maîtres, M. et Mme Puget, adeptes des méthodes Freinet.

Dans le cadre de jumelages et d'échanges scolaires, des professeurs du Land de Hesse, ayant eu connaissance de ce travail des écoliers de Tournissan, l'ont mis au programme de leur enseignement de langue française. Un texte d'eux, en allemand, figure à la fin de l'ouvrage, avec sa traduction : « Nous pensons que l'étude de cette documentation... peut contribuer à ce que les deux peuples aient... un seul but à leurs efforts communs : plus de fascisme, plus de guerre ».

★★

C'est en co-édition avec la maison Privat de Toulouse que la F.A.O.L. a assuré la parution des *Ecoliers de Tournissan* et avec Maspéro celle des *Carnets de guerre de Louis Barthas* et de l'ouvrage de R. Cazals sur la grève de Mazamet de 1909 (2). Par contre, deux autres éditions sont son œuvre propre : celle de la plaquette complémentaire de R. Cazals dont j'ai parlé plus haut. Et celle d'une autre plaquette composée d'extraits des mémoires du saint-simonien audois Jean Terson (1803-1885). Présentés par Daniel Fabre — ami de R. Cazals — ces extraits concernent surtout les origines audoises de Terson et son activité militante dans le Midi de la France. Mais c'est l'ensemble de la vie et de l'œuvre de celui qu'il baptise « le piéton de l'Utopie » que D. Fabre se propose un jour d'aborder.

La F.A.O.L. a publié en outre d'intéressants dossiers-diapos à l'intention des enseignants du primaire et du secondaire. Les lecteurs de la R.P. seront sans doute plus particulièrement intéressés par le dossier 4 consacré à la grève de Mazamet de 1909 et le dossier 5 qui reproduit douze documents du musée Jean-Jaurès de Castres.

Y. DELAUNAY.

(1) *Témoignages sur la vie ouvrière à Mazamet avant 1914*, recueillis et présentés par R. Cazals. En vente à la F.A.O.L., 22, rue Antoine-Marty, B.P. 14, 11001 Carcassonne. Envoi : 15 F franco. On peut commander aussi à la F.A.O.L. (prix franco) *Les Ecoliers de Tournissan* (38 F), *Les Mémoires d'un apôtre saint-simonien* (15 F), le dossier-diapos sur la grève de Mazamet (35 F), le dossier-diapos Jaurès (29 F).

(2) *Les Carnets de guerre de Louis Barthas* et l'ouvrage de R. Cazals : *Avec les ouvriers de Mazamet dans la grève et l'action quotidienne 1909-1914* dont j'ai rendu compte dans le R.P. de juin-juillet, sont en vente aux Editions syndicalistes au prix de 65 F pour le premier, de 56 F pour le second (voir notre encadré).